

Un autre regard sur le Proche-Orient

Bulletin Internet de France-Israël Marseille
Section de Marseille de l'Association France-Israël, Alliance général Koenig

Lundi 6 juin 2011

Numéro 3

Editorial :

Vous avez dit « centralité » ?

Après les déclarations de Barak Obama et de Benjamin Netanyahu de la fin mai, Mahmoud Abbas a confirmé sa volonté d'obtenir de l'ONU, en septembre, la reconnaissance d'un Etat palestinien dans les "frontières" de 1967. Comme cette reconnaissance très médiatisée n'aura ni valeur juridique ni traduction concrète sur le terrain, on anticipe un "tsunami", une vague de colère et de protestations des masses palestiniennes pouvant mener à de graves violences, voire à une troisième Intifada. Par contagion des événements éventuellement incontrôlables pourrait survenir dans la "rue arabe" d'Egypte, de Jordanie et d'ailleurs, compliquant beaucoup une situation déjà périlleuse dans ces pays. C'est sans doute pour cela que l'administration Obama fait des pieds et des mains pour dissuader le leadership palestinien d'aller au bout de son projet.

Ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est qu'un mécanisme souvent masqué apparaît en pleine lumière: l'initiative impétueuse du noyau dirigeant palestinien risque de provoquer prochainement une nouvelle crise et des violences au Proche-Orient. Par extension, il est légitime de se demander si, par ce genre de procédés, les Palestiniens et ceux qui les manipulent n'ont pas joué un rôle déterminant dans le blocage des sociétés arabes. En agitant la "souffrance" ou "l'humiliation" palestinienne, en diabolisant Israël, focalisant ainsi l'attention des élites et des masses arabes sur de faux problèmes et de faux ennemis, ils ont contribué à faire le lait et le miel des dictateurs, princes et autres raïs, dénoncés aujourd'hui comme les prédateurs cyniques de leurs propres peuples.

Paradoxalement, c'est l'idée inverse qui a été massivement popularisée en Occident. Le conflit israélo-palestinien, donc Israël, a été présenté comme la source de tous les conflits dans la sphère arabe (et même dans le monde entier), ce qui conduisit les Européens à désigner Israël comme la première menace pour la paix mondiale en 2003 (Sondage Eurobaromètre). L'antienne a été usée jusqu'à la corde, même si elle allait à l'encontre des faits les plus aveuglants. Mais quelle est l'importance de la réalité et des faits en Europe sur la question d'Israël?

Cette idée d'un conflit central porteur de tous les affron-

Suite en page 2

Sommaire

- Editorial : Vous avez dit « centralité » ?
- La résolution demandée par Abbas est illégale
- La troisième crise publique israélo-américaine du mandat de Barack Obama
- France : La politique de la menace ne mène nulle part
- Quelques mythes du discours français sur le conflit du Proche-Orient
- Deux ouvrages récents à lire en priorité
- Guilad Shalit, otage du Hamas depuis 5 ans
- Recherche médicale foisonnante, apartheid et liberté
- La Chine recourt aux technologies israéliennes
- La « gauche gauche » et les Verts embarquent dans la flottille du jihad
- Occident, Turquie, et extinction des chrétiens d'Orient
- Israël et monde musulman : disproportion !

Dry Bones

CHRISTIAN
EXODUS



Suite de l'éditorial : Vous avez dit « centralité » ?

tements, dite "théorie de la centralité" a été le moyen le plus utilisé pour faire porter à Israël le chapeau des guerres intestines entre dictatures militaires et théocraties arabes, bien incapables de promouvoir la sortie de leurs peuples de l'arriération et du sous-développement.

Elle était aussi le moyen pour les Occidentaux les moins honorables, de nouer des relations troubles et généralement lucratives avec les élites parasitaires du Moyen-Orient. L'exemple le plus caricatural de cette compromission permanente, sur le dos d'Israël et de la paix, entre élites bureaucratiques européennes et caciques arabes, est celui des fameux rapports de Jacques Chirac avec les régimes de Saddam Hussein ou de Hafez El Assad. Cependant, de Pompidou à Giscard et à Mitterrand, c'était là une constante de la fameuse "politique arabe".

Les "coups" palestiniens, des détournements d'avion à la décomposition du Liban, des "Intifada" aux attentats-suicide, de la "théorie des étapes" (détruire Israël, mais progressivement) aux processus de paix sous le sceau d'Houdaïbbya (passer des accords trompeurs), ont contribué "centralement" à crispier l'opinion arabe, à réduire au silence les modérés et à obtenir avantages et financements d'un Occident sidéré, couard et opportuniste. La demande de reconnaissance de Mahmoud Abbas n'est que le dernier "coup" de cette longue saga. C'est ainsi que le monde arabe s'est figé quand l'Asie décollait, que l'Islam s'est extrémisé partout, et que le sort des masses populaires de ces pays, humiliées et sans avenir, ont contribué aux révoltes que l'on appelle rapidement aujourd'hui le "printemps arabe".

Il faut sans doute renverser les termes de la "centralité". Et si l'activisme palestinien inaltérable visant à extraire Israël de la région avait été le principal facteur du dérapage permanent du monde arabe vers l'arriération, la dictature et le fanatisme?

Et si le soutien occidental à cet activisme était la matrice du malheur arabe et du danger qu'il constitue pour la paix et pour la stabilité des sociétés occidentales? La question vaut d'être posée.

En effet, le compte à rebours déclenché par l'initiative de Mahmoud Abbas et de son entourage, en tentant un coup d'état diplomatique et juridique lors de la session de sep-



tembre de l'AG de l'ONU, donne du grain à moudre à des forces déterminées à faire déraiser les quelques étincelles de démocratie arabe vers des dictatures politiques et religieuses *new look*, qu'elles domineraient sur le modèle des mollahs d'Iran. L'évolution de l'Egypte dans cette direction est significative. Dans la première phase du soulèvement contre le régime de Moubarak, les thèmes antisionistes et antisémites avaient disparu du débat public, et l'Occident s'émerveillait de la dissipation de l'obsession paralysante des Arabes.

Mais voilà que les Palestiniens jettent des tisons dans le baril de poudre. Le Hamas reprend en avril ses bombardements et attentats (133 fusées tirées le seul 9 avril, missile anti tank contre un bus scolaire), et les "modérés" de Ramallah poussent leur initiative de reconnaissance unilatérale. La vieille guerre idéologique et raciste contre l'État juif revient alors en force dans la vie publi-

que égyptienne. Des personnalités influentes comme Amr Moussa et Mohamed Hussein Tantawi, hostiles depuis toujours à leur voisin non musulman, poussent dans ce sens. Elle coïncide parfaitement avec la montée de pogroms épouvantables contre les Coptes chrétiens, avec la nouvelle emprise du clergé d'Al Azar, et les progrès alarmants des Frères musulmans.

Résumons. La volonté d'un courant arabe contemporain d'éliminer toute souveraineté juive au Proche-Orient a toujours été là. Incarnée par des figures comme le mufti Amin al Hussein ou Yasser Arafat, elle est à l'origine des violences, des guerres, du terrorisme, et de l'incitation à la haine, même sur le terrain diplomatique. Cela ne cesse pas depuis bientôt 100 ans. En poursuivant ce but d'élimination, en le colorant de sacralité, ce courant a joué un rôle central dans le détournement des élites et des masses arabes du chemin de la modernité et de la démocratisation, au bénéfice des dictatures et de l'obscurantisme religieux. La dernière initiative de Mahmoud Abbas et les campagnes qui l'accompagnent s'inscrivent parfaitement dans ce processus d'épreuve de force permanente et elles précipitent le « printemps arabe » dans l'impasse des vieilles haines. A ses nombreux partisans européens d'en tirer des conclusions...

Une résolution reconnaissant un État palestinien dans les "frontières de 1967" serait illégale

Lettre adressée le 25 mai 2011 au secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon par le Forum juridique d'Israël et l'ambassadeur Alan Baker, Directeur de l'Institut des Affaires contemporaines au Centre de Jérusalem pour les Affaires publiques. (Seul l'argumentaire juridique en 9 points est traduit ici).

1. La résolution de la Société des Nations adoptée à l'unanimité en 1922, base légale de l'établissement de l'Etat d'Israël, décidait de la création d'un foyer national du peuple juif sur le lieu historique de la Terre d'Israël. La Judée, la Samarie et Jérusalem étaient incluses dans cet espace de même que les implantations juives des alentours. Cette disposition fut ensuite ratifiée par les deux chambres du Congrès américain.

2. L'article 80 de la Charte des Nations Unies stipule que les droits accordés à tous les États et à tous les peuples, de même que les instruments juridiques existants (y compris les actes adoptés par la Société des Nations) demeurent valides. Il s'ensuit que la résolution de la Société des Nations mentionnée ci-dessus reste valide, et que les 650.000 juifs résidants dans les zones de Judée, de Samarie et de Jérusalem Est, y résident à titre légitime.

3. "Les frontières de 1967" n'existent pas, et n'ont jamais existé. Les Accords d'armistice de 1949 conclus entre Israël et ses voisins arabes définissaient des Lignes de démarcation d'Armistice, étant clairement stipulé que ces lignes "ne préjugeaient en rien du contenu des futurs arrangements territoriaux, des tracés frontaliers ou des revendications d'une Partie sur tout sujet leur étant lié. Elles ne peuvent pas, en conséquence, être reconnues ou proclamées frontières d'un Etat palestinien.

4. Les résolutions du Conseil de Sécurité 242 (1967) et 338 (1973) appelaient les parties à conclure une paix juste et définitive au Moyen-Orient, et elles soulignaient expressément la nécessité d'une négociation pour parvenir à "des frontières sûres et

reconnues".

5. En tentant de modifier unilatéralement le statut des territoires et de faire des "frontières de 1967" ses frontières reconnues, en s'opposant frontalement aux résolutions 242 et



338, la proposition palestinienne constituerait une importante violation des accords intérimaires israélo-palestiniens de 1995 sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Ceux-ci imposent aux Parties d'ouvrir des négociations sur la question des frontières et de ne pas prendre l'initiative d'un changement du statut des territoires sans attendre le résultat des négociations sur le statut final.

6. Les Palestiniens se sont engagés sur de nombreux accords connus sous le nom d' "Accords d'Oslo" en toute connaissance de l'existence d'implantations israéliennes dans ces territoires, et du fait que ces implantations seraient l'une des questions à traiter au cours des négociations sur le statut final. De plus, les Accords d'Oslo n'imposent

aucune limitation aux activités d'implantation israéliennes dans ces territoires, les Palestiniens ayant accepté qu'ils demeurent sous juridiction israélienne en attendant les résultats des négociations sur le statut final.

7. Au moment de leur signature par Israël et l'OLP, les accords intérimaires étaient supervisés par l'ONU de conserve avec l'Union européenne, la Fédération de Russie, les Etats-Unis, l'Egypte et la Norvège. De ce fait, il est inconcevable que de tels superviseurs, avant tout l'ONU, donnent à présent leur autorisation à une initiative menée dans le cadre de l'ONU, consistant à violer ces accords et à saper les bases de résolutions d'importance majeure du Conseil de Sécurité

8 .Tandis que l'ONU suivait une politique ininterrompue consistant à refuser la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur Jérusalem dans l'attente d'une solution négociée, en dépit des droits historique d'Israël sur cette ville, il n'est pas concevable que l'ONU reconnaisse un État palestinien déclaré de façon unilatérale, qui inclurait Jérusalem Est dans ses frontières. Cela constituerait une hypocrisie majeure, l'application de deux poids deux mesures, une discrimination, et une indifférence totale pour les droits d'Israël et du peuple juif.

9. Une action unilatérale palestinienne de cette nature donnerait matière à des initiatives correspondantes du parlement israélien (Knesset) par exemple des propositions de loi proclamant la souveraineté d'Israël sur des parties importantes de la Judée et de la Samarie, si les Palestiniens mettaient à exécution leur action unilatérale, et au moment où ils le feraient.

Traduction « Un autre regard... »

Et voila la troisième crise publique israélo-américaine du mandat de Barack Obama

Dès sa prise de fonction Barack Obama manifestait des intentions peu amènes pour Israël en désignant Georges Mitchell comme envoyé spécial au Moyen-Orient. Mais la première crise ouverte date de mars 2009. Hillary Clinton créait un choc en demandant "le gel des constructions, y compris à Jérusalem Est". Une réconciliation médiatisée eut lieu en septembre 2009. La seconde crise publique se situe au moment du voyage du vice-président Joe Biden à Jérusalem en mars 2010, le prétexte étant l'annonce d'un lointain projet de construction immobilière à Ramat Shlomo. Une ébauche de réconciliation se produit en juillet 2010. Nous sommes à présent dans la troisième crise, déclenchée par le président américain lui-même avec son discours du 19 mai 2011 demandant de négocier sur la base des "lignes de 1967".

La seconde moitié du mois de mai a été marquée par une séquence diplomatique très nourrie. (discours d'Obama sur "le printemps arabe" le 19 mai, devant l'AIPAC le 22, ceux de Netanyahu devant la Knesset le 16 mai, puis devant l'AIPAC le 23 et devant le Congrès américain le 24, les déclarations du président américain sur le sol français lors du G8 des 26 et 27). Deux questions importantes se télescopaient en réalité. D'un côté la définition d'une attitude américaine et occidentale commune face aux problèmes nouveaux et pressants découlant des révoltes arabes. De l'autre la perspective d'une action unilatérale de Mahmoud Abbas pour faire voter par l'ONU la création d'un État palestinien basé sur les lignes de cessez-le-feu de 1967.

Etrangement, le conflit israélo-palestinien a totalement éclipsé le devenir des soulèvements arabes sur la scène diplomatique et médiatique. En effet, le président américain a jugé bon de consacrer une part de son discours sur "Le moment de saisir les occasions" au vieux différend israélo-palestinien et d'établir un lien entre celui-ci et le tumulte arabe. Il a avancé à ce sujet une proposition aux implications redoutables : **"les frontières entre Israël et la Palestine devront être basées sur les lignes de 1967, avec des ajustements mutuellement agréés..."** Cette petite phrase dont Netanyahu a pris connaissance dans l'avion qui le conduisait à Washington, constitue pour les spécialistes la transgression d'un tabou, un coup de tonnerre doctrinal. Elle déclenche une vive explication entre les deux dirigeants. Et elle n'est sans doute pas étrangère au message collectif de défiance que le Congrès américain a envoyé au président élu, sous la forme d'ovations incroyablement enthousiastes au numéro un israélien.

Bien entendu, un professionnel du "allez votre chemin, tout est pour le mieux" comme Frédéric Encel a vu dans la petite phrase "un principe universellement admis", absolument rien de nouveau. (Le Figaro du 24 mai) Il mentionnait innocemment **par deux fois** dans son papier les "frontières de 1967" là où il n'y a jamais eu que des lignes de cessez-le-feu que les belligérants arabes de 1949 et leurs successeurs refusèrent obstinément de transformer en frontières, justement, car il aurait fallu reconnaître Israël. Obama d'ailleurs ne parla que de "lignes", jamais de "frontières". D'autres observateurs plus consé-

quents, comme Barry Rubin, ne perçurent pas non plus tout de suite la portée de la nouvelle parole présidentielle. Il faut dire que les lignes de 1967 avaient semblé être les axes des projets de partage avancés par Bill Clinton lors des négociations de Camp David, puis de Taba, et de celles de Jérusalem entre Ehoud Olmert et Mahmoud Abbas.

Voir un président américain poser les lignes de 1967 comme base des éventuelles négociations israélo-palestiniennes est en fait un événement de première importance. **Il ne s'agit de rien moins que d'un alignement sur les positions de Mahmoud Abbas et du Fatah.** Tous les prédécesseurs d'Obama se sont bien gardés de cette référence. Certains des États sud-américains qui ont récemment reconnu "l'Etat de Palestine" ont explicitement refusé eux aussi de la mentionner, voulant laisser le tracé des frontières à la négociation libre.

Cette position repose sur des arguments juridiques solides. La résolution 242 stipule la recherche de frontières "sures et reconnues" et le retrait "de territoires" et non "des territoires". (La version française de cette résolution, qui n'a pas de valeur juridique, énonce étrangement "des territoires"). Ces deux formulations excluent la transformation des "lignes de cessez-le-feu" en "frontières". Les lettres de Georges Bush de 2004, ratifiées massivement par le Congrès américain, s'inscrivent aussi dans la recherche d'un partage du territoire autour d'autres formules rendant la paix possible et solide.

Mais en quoi ce renvoi aux lignes de 1967 posées comme base initiale de la négociation, désormais endossé par Obama, modifie-t-il complètement la donne entre Israéliens et Palestiniens?

✦ La formule présidentielle met les **Palestiniens en position de force, elle les incite à durcir leurs demandes.** Les lignes de 67 étaient une revendication maximale dans leur démarche de reconnaissance unilatérale. Certes Obama évoque des ajustements mutuellement agréés par les deux parties. Mais si la partie palestinienne ne les agrée pas? Les "lignes" deviendraient *ipso facto* des "frontières";

✦ **Les lignes de 1967 passent au cœur de Jérusalem,** et elles confient la Vieille Ville et toutes les revendications religieuses juives au bon-vouloir palestinien. Tout

La troisième crise publique israélo-américaine du mandat de Barack Obama

transfert de souveraineté dépendant de leur agrément, on peut imaginer qu'il n'interviendrait pas de sitôt.

✦ **Les lignes de 1967 ignorent la sécurité d'Israël.** Elles laisseraient la Vallée du Jourdain aux Palestiniens. Autant dire qu'en quelques mois les anciennes Judée et Samarie se transformeraient en bases jihadistes sur le modèle de Gaza et du Sud Liban. Un canal de pénétration rêvé jusqu'à quelques dizaines de mètres de la Knesset, de la Cour Suprême et des édifices gouvernementaux israéliens serait ouvert aux jihadistes et aux forces syriennes, irakiennes et même iraniennes...

En réalité Obama ne s'est pas contenté de proposer les lignes de 1967 comme base de négociation sur les frontières ; **il a totalement occulté le refus du « droit au retour »** toujours souligné par ses prédécesseurs. **Surtout, il a suggéré de disjointre les questions du statut final, de traiter d'abord des frontières, et seulement dans un second temps de Jérusalem et du "droit au retour".** Or, une fois dépouillé de sa carte territoriale dans la première étape, on voit mal avec quel argument Israël pourrait inciter la partie palestinienne à prendre en compte ses intérêts dans la seconde.

C'est pourquoi des hommes politiques américains ont parlé "de recette pour un suicide" ou de vouloir jeter "Israël sous les roues de l'autobus." Le leader de la majorité démocrate au Sénat et vieil ami d'Obama, **Harry Reid**, lui a fait savoir : "L'endroit où la négociation doit se passer est la table de négociation, et nulle part ailleurs.... Personne n'est en droit de définir des paramètres prématurés à propos des frontières." C'est pour cela que le Congrès a fait savoir de façon si ostensible qu'il se désolidarisait de l'actuel locataire de la Maison Blanche.

Mais pourquoi Obama a-t-il pris la décision de créer une situation de "suicide d'Israël"? Il y a deux réponses possibles. **Soit c'est un amateur** qui n'a encore rien compris aux problématiques du Proche-Orient et qui croit qu'il va gagner l'apaisement général en imposant des concessions supplémentaires à Israël. **Soit sa décision est soigneusement calculée** pour atteindre un but qui n'est pas forcément énoncé. Il ne semble pas que l'on puisse comme Barry Rubin retenir l'amateurisme présidentiel. Obama a été sensibilisé depuis des décennies à la "cause palestinienne" qui était chère à ses amis de la communauté noire américaine et de l'extrême gauche. Et il dispose à la Maison Blanche d'une armée d'experts capable d'éclairer les implications de tous les choix imaginables.

Si Obama a bien décidé en fonction d'un calcul, il faut comprendre ses objectifs. Selon certains, ses préjugés anti-israéliens sont si envahissants qu'il ignore ostensiblement les intérêts et même la survie de l'État juif. Mais il y a une autre hypothèse, bien plus fondée. Les positions d'Obama dans le différend israélo-palestinien seraient justifiées par **des enjeux fondamentalement étrangers à ce conflit.** Sa volonté serait d'aligner l'Amé-

rique, prioritairement sur les aspirations populistes arabes, au nom de la restauration de relations positives entre le monde arabo-musulman et l'Oncle Sam. Sa politique hostile à Israël serait le moyen d'envoyer des messages de solidarité à la rue arabe. Rien de plus banal que cette attitude. Les prises de position furieusement anti israéliennes de l'Iran des mollahs ou de la Turquie d'Erdogan ne sont jamais, elles aussi, que des tentatives de se poser comme hérauts et leaders charismatiques des masses arabes. La logique de communication d'Obama n'en serait que le décalque.

Mais dira-t-on, Obama a multiplié dans ses discours les positions favorables à Israël. Il l'a qualifié d'État juif, il a mis en avant sa sécurité, il a parlé d'un État palestinien démilitarisé, il a refusé qu'Israël soit isolé par l'initiative de Abbas, et fermement invité ce dernier à renoncer à son projet de reconnaissance unilatérale. C'est qu'il n'avait pas le choix. En tant que candidat à un second mandat, il sait que l'opinion américaine et le Congrès sont très majoritairement favorables à Israël et sensibles à sa sécurité. Il devait donc équilibrer son message. Mais si les passages pro israéliens de son discours sont formels ou de nature purement rhétorique, sa proposition de négocier sur la base des demandes palestiniennes modifie radicalement le rapport de forces entre les protagonistes sur l'essentiel. S'il négociait aux conditions d'Obama, Israël se trouverait projeté dans un engrenage fatal, sur le modèle d'Oslo, sans porte de sortie.

Et quelles sont les conséquences de la situation nouvelle créée par Obama ? **La première** était inévitable: les Palestiniens ont ajouté une exigence préalable de plus aux négociations. Au moment de l'exigence américaine de gel total des constructions (2009 et 2010), les Palestiniens avaient introduit une condition unilatérale de gel des constructions pour accepter de négocier. Désormais ils demandent en plus. Avant toute reprise des entretiens, Israël doit accepter de parler d'abord des frontières, et le faire sur la base des lignes de 1967.

La seconde conséquence, c'est qu'Israël refuse avec encore plus de fermeté cette multiplication des conditions palestiniennes à une négociation où les jeux seraient faits avant la première rencontre. Il faut rappeler qu'à la fin août 2010, Hillary Clinton posait fermement le principe de l'absence de tout préalable aux négociations du début septembre. A présent il y en a deux !

L'initiative d'Obama éloigne donc une fois de plus toute perspective de solution négociée. Il ne pouvait pas ne pas l'anticiper. Mais il a préféré envoyer à ce qu'il croit être l'opinion arabe, le vieux message de "solidarité" avec les "Palestiniens privés de leurs droits nationaux." Ce faisant il a réintroduit le conflit israélo-palestinien au cœur des préoccupations des Arabes au moment où ceux-ci paraissaient enfin désireux de laisser de côté les vieux chiffons rouges pour traiter enfin des vrais problèmes. *Sic transit opera mundi ...*

France : La politique de la menace ne mène nulle part

Ce n'est pas en menaçant Israël de soutenir le projet palestinien de reconnaissance unilatérale d'un Etat devant l'ONU et en s'alignant sur la politique de Ramallah que la France a la moindre chance de jouer un rôle dans l'apaisement très souhaitable du Proche-Orient. Ce n'est pas avec des mythes que la France gagnera en crédit auprès des vrais acteurs du Proche-Orient.

La locution "**prendre ses responsabilités**" est en train de s'imposer dans le battage diplomatique française sur le conflit israélo-palestinien, puisque le président de la République et son ministre des affaires étrangères en font actuellement un usage immodéré.

De quoi s'agit-il ? En gros, la France exige une reprise des négociations et elle annonce que si cette reprise n'intervenait pas, si une conférence internationale ne pouvait se tenir à Paris au début de l'été avec la participation des protagonistes, elle voterait en septembre à l'ONU en faveur de la reconnaissance unilatérale d'un État palestinien dans les "lignes de 1967". **Le procédé est d'une perversité machiavélique**, on va voir pourquoi, mais il est aussi contreproductif.

Toute la stratégie de Mahmoud Abbas consiste à éviter de signer un accord reconnaissant Israël. Il veut recevoir sur un plateau un État "dans les lignes de 1967", sans négociations, sans compromis, sans concessions, sans déclaration de la fin de l'état de guerre.

Pour torpiller un accord éventuel, **il lui fallait torpiller les négociations** qui l'auraient précédé. Il a donc quitté en octobre 2010 les négociations ouvertes en septembre à Washington par Hillary Clinton en prétextant la "reprise des constructions". Il introduisait pour se justifier une condition préalable dans une négociation définie comme sans préalable. Aujourd'hui, dans son refus de négocier, la partie palestinienne a introduit **une seconde condition préalable** : que les négociations se fassent sur la base des "lignes de 67". Ainsi Abbas est bien sûr qu'Israël ne pourra pas accepter d'aller à Canossa et de passer sous ses fourches caudines.

Le diagnostic de refus palestinien de négocier est limpide et il saute aux yeux de tout observateur. D'ail-



leurs Nicolas Sarkozy déclarait à l'Express le 5 mai 2011 : "*c'était une erreur de mettre la fin de la colonisation comme préalable entre Israël et la Palestine*". Si Obama a une grosse part de responsabilité dans cette erreur, c'est quand même Abbas qui s'en est emparé pour mettre une croix sur le processus diplomatique. Il faut bien comprendre que comme Arafat, **Abbas ne signera jamais un texte reconnaissant la souveraineté juive au Proche-Orient et la fin du conflit.** Il a consacré sa vie entière à combattre l'état juif. Et s'il s'avisait de renverser la vapeur, il sait qu'il partagerait le destin funeste de Anouar al Sadate ou de Abdallah de Jordanie, exécutés pour avoir voulu passer des accords avec Israël.

Or voilà la France qui menace Israël de "prendre ses responsabilités" c'est-à-dire **de voter pour la recon-**

naissance unilatérale comme si elle punissait un refus israélien de négocier. Or chacun sait que dès sa prise de fonction Netanyahou a demandé aux Palestiniens de s'asseoir immédiatement autour d'une table et qu'il a multiplié les gestes pour attester de cette volonté. Il a accepté l'idée d'une solution à deux états, il a réduit considérablement le nombre des check-points, il a décrété un moratoire de 10 mois sur les constructions, etc. La France menace donc de punir Israël parce que Mahmoud Abbas ne veut pas négocier avec lui. Dans la même déclaration à l'Express Sarkozy poursuit : "*Si à l'inverse le processus de paix est toujours au point mort en septembre, la France prendra ses responsabilités sur la question centrale de la reconnaissance de l'État palestinien.*" Peu lui importe que ce soit Abbas qui maintient le processus de paix "au point mort", il sera récompensé et Israël sanctionné. C'est le "*haro sur le baudet*" des **Animaux malades de la peste** de Lafontaine.

"Tous les gens querelleurs, jusqu'aux simples mâtons,

"Au dire de chacun, étaient de petits saints.

(...)

"Selon que vous serez puissant ou misérable,

"Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir."

Ce qui est navrant, c'est de voir notre diplomatie se faire la supplétive d'un courant palestinien, étranger autant à nos intérêts nationaux qu'à nos valeurs.

Les conséquences de cette option sont considérables.

D'abord un scénario de catastrophe devient possible. Une Assemblée générale de l'ONU qui vote automatiquement une résolution

France : La politique de la menace ne mène nulle part (suite)

dans les termes voulus par Abbas, un rejet par Israël de ses conclusions, une vague de colère bien organisée débouchant sur des violences, et peut-être la contagion de ces violences vers des pays voisins tout à fait instables aujourd'hui: l'Égypte, la Jordanie, la Liban.

La seconde issue probable serait la fin des accords d'Oslo. Les accords Oslo II de 1995 prohibent totalement les décisions non négociées. Et l'Europe est l'un des garants de ce traité ! Prenant acte de la manœuvre de Abbas Israël peut s'estimer à son tour dégagé de ses obligations et décréter unilatéralement le périmètre définitif de ses frontières. Il n'y aurait plus de cadre de négociation mobilisable pour quelque processus de règlement que ce soit.

C'est pour éviter l'embrassement et l'impasse définitive que l'administration américaine se déclare si fermement opposée à la reconnaissance d'un État palestinien par l'ONU. C'est pour cela que lors de la réunion du G8 à Deauville, les 26 et 27 mai, **Obama s'est escrimé pour que les pays européens se disjoignent des Palestiniens à l'ONU** et minorèrent ainsi la portée de la résolution "automatique". La déclaration finale

du G8 stipule d'ailleurs : " *Les négociations sont le seul moyen d'avancer sur la voie d'un règlement global et durable du conflit... Nous appelons Israël et l'Autorité palestinienne ... à s'abstenir de toute mesure unilatérale qui pourraient empêcher des progrès ou de nouvelles réformes...*"

Mais il semble que la France ne sente pas vraiment engagée par un texte qu'elle a signé il y a une semaine avec les plus grands pays occidentaux.

Le dernier plan français, conçu à l'Élysée et présenté par Alain Juppé illustre mieux que de longues analyses l'indigence des positions officielles. Il est toujours fondé sur la menace d'un appui à l'ONU de la reconnaissance unilatérale si les négociations ne reprennent pas. (Les Palestiniens font mine d'en accepter le principe, mais seulement à leurs conditions qu'ils savent inacceptables pour Israël)

Alain Juppé propose dans cet esprit la démarche suivante:

- 1 - Tenue d'une conférence de paix à Paris fin juin/début juillet pour initier la reprise des négociations;
- 2 - Négociation initiale pour un État palestinien basé les lignes de 1967
- 3 - Renvoi à une année plus tard de

la négociation sur Jérusalem et les réfugiés.

Ce plan intervient après les déclarations d'Obama du 19 mai, son rétro-pédalage partiel devant l'AIPAC le 22, et le refus longuement explicité des autorités israéliennes. Il réaffirme des propositions de fond déjà caduques. Sur la forme il tente de donner à l'Europe un rôle central en comblant le vide laissé par l'Amérique.

Ce plan n'a aucune chance d'aboutir vraiment. Les Israéliens ne tiennent pas à ce que l'Europe terriblement engagée aux côtés de ses adversaires supplante les Etats-Unis. Ils ne sont pas prêts non plus à entamer une négociation avec pour préalable les lignes de 1967 récusées par la résolution 242. (les frontières d'Auschwitz). Et ils ne veulent pas d'une négociation saucissonnée où ils perdraient leur carte territoriale dès le premier round.

D'autre part, ne voulant ni négocier, ni signer d'accord avec Israël, les Palestiniens opineront à Juppé mais ils ne renonceront pas à leur projet de reconnaissance unilatérale.

Il faudra alors que la France prenne ses responsabilités, mais pour la paix cette fois.

Quelques mythes du discours français sur le conflit du Proche-Orient

Mythe 1 : Tout le monde connaît déjà les paramètres de la paix, il n'y a qu'à les appliquer

C'est totalement faux. Qu'il s'agisse des frontières, de Jérusalem, du droit au retour des réfugiés, de la démilitarisation de l'état palestinien, il n'y a aucun pont imaginable aujourd'hui entre les exigences palestiniennes et israéliennes. Et plus l'approche est concrète et technique, plus le fossé s'élargit. Par exemple sur Jérusalem et sur le droit au retour, les Palestiniens invoquent des obligations religieuses pour ne rien céder.

Mythe 2 : La paix pour Israël dépend de la création d'un État palestinien à ses côtés

Tout dépend de la nature de l'État palestinien. Si Israël avait affaire à des Suisses la question serait réglée. Il a affaire à des Arabes travaillés depuis presque un siècle par une idéologie radicale, antisémite et revancharde. Gaza et le Liban Sud ont montré qu'un retrait d'Israël

donne plutôt naissance à une entité jihadiste et terroriste exclusivement vouée à la guerre contre lui.

Mythe 3 : Le statu quo n'est pas tolérable ni soutenable

Sortir d'un statu quo peut conduire à une guerre chaude (exemples de Chypre, du Cachemire, etc.). Les Palestiniens qui ont les standards de vie les plus élevés du monde arabe préfèrent d'ailleurs l'autorité de l'État juif à celle de Ramallah (enquête sur les Palestiniens de Jérusalem). On se doit d'attendre si la situation n'est pas mûre.

Mythe 4 : Le Hamas peut s'amender et l'accord Fath-Hamas est une bonne nouvelle

La raison d'être du Hamas, c'est la guerre totale contre Israël et le génocide des Juifs, tel qu'il est énoncé à l'article 7 de sa Charte. Depuis la signature de l'accord avec le Fatah, il multiplie les serments de fidélité à sa doctrine.

Mythe 5 : Nicolas Sarkozy est un ami d'Israël

Sans commentaire..

Guilad Shalit otage du Hamas depuis bientôt cinq ans

Le sort épouvantable de Guilad Shalit interpelle cruellement celui qui croit que l'humanité tend plutôt à se civiliser.

Voilà un garçon enlevé par des jihadistes du Hamas, qui ne bénéficie d'aucun des droits de la personne humaine et cela depuis près de cinq ans. Il a donné en tout et pour tout deux signes de vie dictés par ses ravisseurs, une lettre en juin 2008 et une vidéo en octobre 2009. La Croix Rouge internationale, les instances onusiennes, et les États s'affichant comme les citadelles des droits de l'homme, fournissent en sa faveur un service minimum. Les vertueuses consciences, nombreuses, et les professionnels de l'indignation, qui pululent aussi, manifestent une réserve tout à fait inexplicable vis-à-vis de la captivité révoltante de ce jeune homme. Rappelons que le franco-israélien a été enlevé sur le sol de son pays, le 26 juin 2006, alors qu'il faisait son service militaire.

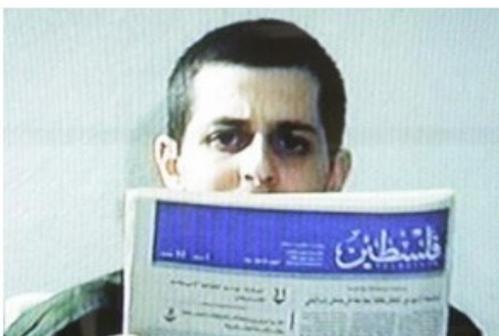
Il est patent que les médias français, surtout le service public, occultent systématiquement l'otage français Guilad Shalit.

Pourtant, la position officielle des autorités nationales est on ne peut plus claire : Guilad Shalit depuis bientôt 5 ans entre les mains du Hamas, est bien, avec d'autres, un otage français. Lors du "Point de presse" du Quai d'Orsay du 10 janvier 2011, à la question "Incluez-vous Guilad Shalit dans votre liste d'otages ?" la réponse fut : " nous sommes engagés pour la libération de tous les otages : les deux journalistes en Afghanistan, les cinq au Sahel, notre otage en Somalie et le jeune soldat franco-israélien à Gaza." On peut aussi citer plusieurs interventions du président de la République identifiant Shalit comme un otage français.

Pourtant les grands médias, et d'abord ceux du service public, continuent d'effacer le nom et l'existence du malheureux Guilad des communiqués quotidiens sur le drame de nos concitoyens enlevés. Mieux, inter-

pellé par Roger Pinto, l'animateur de SIONA, le médiateur de TF1, Jean-Marc Pillas, répondait par une sèche fin de non-recevoir, accusant même le demandeur "de vouloir importer en France le conflit qui oppose Israël aux Palestiniens". Le directeur de l'information de France Télévision, Thierry Thuillier, affirmait de son côté que le Quai d'Orsay "considère que Guilad n'est pas otage mais un prisonnier de guerre." C'est dire le niveau d'information de cet éminent "directeur" de l'information qui ne sait pas qu'un prisonnier de guerre est protégé par des conventions internationales alors que Shalit est à la discrétion de ses ravisseurs.

En guise de déontologie, ce sont des positions "idéologiques" qui prédominent dans les rédactions du servi-



ce public français de l'audiovisuel. Bien que nourris par l'impôt des citoyens, des groupes de journalistes ainsi que leur direction éditoriale, formatés dans un moule unique, barricadés dans une impunité qu'ils se sont inventée et pétris de préjugés, s'autorisent à imposer leurs options personnelles comme un bon vouloir, au mépris de l'information factuelle et du primat des droits de l'homme.

Dans la sphère politique française, le courant Communistes/Extrême gauche/Verts qui fait de l'anti-israélisme son premier fonds de commerce idéologique, va plus loin que tous les autres dans la course au cynisme et à la bassesse.

Sa tactique consiste à soulever le cas d'un franco-palestinien, Salah Hamouri, impliqué dans une tentative

d'attentat en Israël et condamné pour cela à 7 années de prison, pour en faire le pendant, le symétrique, de Guilad Shalit. Le tableau comparatif ci-contre, montre à quel point cette mise en équivalence n'a pas d'autre fin que fournir un parapluie moral à cette variante fanatique et antisémite de l'Islam qui règne aujourd'hui à Gaza.

Enfin, Nabil Shaat, un des principaux leaders de l'Autorité palestinienne, vient de déclarer à l'agence IMRA que "la responsabilité de l'autorité unifiée [Fatah plus Hamas] est de procéder à l'échange de Shalit contre le plus de prisonniers palestiniens possible... Nous avons 7000 prisonniers politiques en Israël..." (25 mai 2011). Cette déclaration est en contradiction directe avec les accords d'Oslo qui prohibent le recours à la violence. De plus, elle inaugure une nouvelle attitude des "Palestiniens modérés", le Fatah n'ayant jamais recouru à ce jour aux enlèvements et aux demandes de rançon. Voilà donc le "partenaire de paix" qui s'aligne sur les pratiques du Hamas.

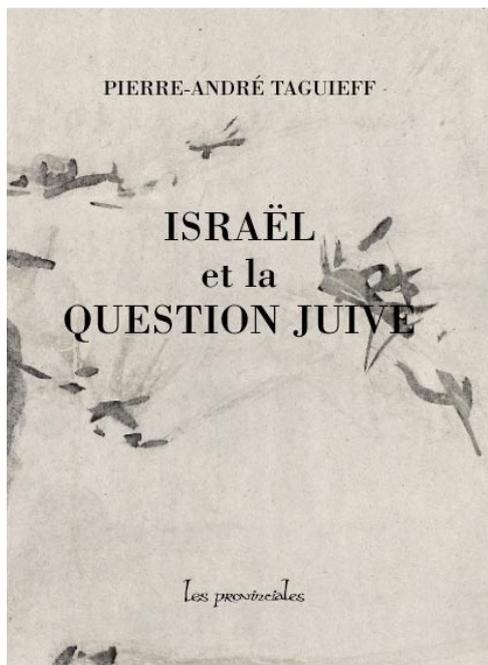
Par ailleurs, le rapprochement entre Guilad Shalit et les prisonniers palestiniens détenus par Israël n'est pas fondé. Guilad Shalit a été purement et simplement enlevé, sans être accusé d'aucun délit ou crime. Son régime de détention le laisse totalement à la merci de ses geôliers. Par contre, les prisonniers palestiniens ont été convaincus de délits ou de crimes, ils ont été jugés et condamnés, et ils sont soumis à un régime de détention garantissant leur intégrité et leurs droits.

La tragédie vécue par Guilad Shalit a aussi un côté positif. Les kidnappeurs sont en train de se rendre compte que le chantage ne paie pas. Et un important groupe de jeunes conscrits israéliens vient de signer un document demandant à leur gouvernement de ne jamais les échanger contre des prisonniers palestiniens en cas de capture...

Comparaison des situations de Guilad Shalit et Salah Hamouri

C'est la comparaison de la société de soumission et de la société de droit

	Guilad Shalit	Salah Hamouri
Nationalité	Franco-israélien	Franco-palestinien
Mise en détention	Suite à un enlèvement sur le territoire de son pays alors qu'il faisait son service militaire	Suite à une enquête policière et militaire
Nature de l'accusation	Aucune charge personnelle n'a jamais été formulée contre lui Il n'est qu'un soldat faisant son service militaire dans l'armée israélienne, sur le territoire israélien non contesté	Participation à un projet d'attentat contre le rabbin Obadia Youssef Description des faits par le journaliste du "Monde" Bôle-Richard (<i>Le Monde du 20 avril 2008</i>) <i>"Salah Hamouri et l'un de ses amis, Moussa Darwish, avaient procédé à des repérages. Ce qui n'était pas trop difficile puisque Moussa Darwish avait, par le passé, livré des fruits et des légumes chez le rabbin. Tous deux avaient également commencé à chercher des armes, avant de renoncer assez vite."</i> Le journaliste atteste aussi de " son appartenance à la branche étudiante du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), une organisation radicale de l'OLP "
Fondement juridique de la détention	Aucun	Exécution d'un jugement prononcé par un tribunal jugeant selon une procédure contradictoire (peine de 7 années d'emprisonnement pour participation à un projet d'attentat) Contrairement à ses co-accusés, la sentence a été prononcée par un tribunal militaire car Hamouri a été arrêté à Ramallah.
Modalités de la détention		
Lieu	Dans un endroit tenu totalement secret	Dans une prison identifiée
Régimes des visites	Deux signes de vie en trois ans; une lettre transmise à ses parents en juin 2008 et une vidéo remise début octobre 2009	Reçoit les visites de sa famille, de visiteurs étrangers, et des représentants diplomatiques français
Conditions de détention	Totalement inconnues, ce qui pourrait supposer le pire N'a jamais pu recevoir la moindre visite d'une institution ou de sa famille depuis près de 5 ans.	Récit de l'ancien député Jean-Claude Lefort en visite aux côtés du consul de France adjoint: <i>« Je lui demande comment se passe ses journées en prison. Salah me dit se lever volontairement de bonne heure. Pour aller prendre une douche et surtout lire. Il dévore tous les livres auquel il peut avoir accès. « Je lis Karl Marx, Lénine, etc. », me dit-il en souriant, ses grands yeux bleus accentuant son doux sourire. Puis, outre les repas, « nous sortons dehors plusieurs fois quelques instants par jour. Je fais un peu de sport mais le carré est petit. Nous discutons entre nous où règne une bonne ambiance. Je regarde la télé et suis les informations. Nous pouvons aller dans les geôles des autres pour discuter. Nous sommes classés par groupe : Fatah, Hamas, FPLP. Ils m'ont mis avec les prisonniers FPLP en raison de l'accusation. A 17 heures chacun regagne sa cellule et on nous enferme jusqu'au lendemain matin. Je ne peux pas dire qu'ils me maltraitent.</i> <i>« L'heure de nous quitter approche. Le Consul adjoint lui demande s'il a des plaintes à formuler auprès de la direction de la prison. « Aucune » répond-il. On se lève. On s'embrasse de nouveau. Il me dit à nouveau de remercier tout le monde.</i> http://www.europalestine.com/spip.php?article3005&var_recherche=Shalit



Israël et la question juive,

par Pierre-André Taguieff

Parution en juin 2011— Les Provinciales 280 pages

« Une guerre idéologique totale est aujourd'hui menée contre Israël et le sionisme... Cette guerre non conventionnelle est d'autant plus efficace qu'elle n'est pas déclarée. »

Si vous n'y croyez pas c'est le moment d'ouvrir les yeux. Les bouleversements dans les pays arabes accoucheront peut-être d'une nouvelle forme de liberté, mais déjà une forme nouvelle de lutte contre l'État juif a bien été imaginée : ce sera l'appel au boycott contre l'« apartheid » israélien et la stratégie de l'isolement diplomatique avec un déferlement d'« indignés » et de provocations sur

chacune de ses « frontières ». Ce sera un 9/11 à l'envers : avec beaucoup de martyrs.

« Antisionistes de tous les pays, unissez-vous ! » Le conflit israélo-palestinien paraît plus vaste et oppose à des « criminels professionnels » la multitude intrépide des innocents mobilisés. Car s'affirmer « pour la Palestine » c'est se placer dans le camp du Bien : « il n'y a pas de cause

plus émouvante», et la vraie religion communiste c'est la lutte finale contre ce dernier racisme : au XXIe siècle le monde sera sans le sionisme.

Car comment faire la paix avec cet État supposé raciste, dominateur, intrinsèquement pervers, Israël, et comment faire entendre raison à ce peuple à la nuque raide, qui s'arroge le droit, sûr de lui-même, au retour seul ? Comment détruire le sionisme sans éliminer tous les sionistes et abolir leur rêve d'une souveraineté juive sur la sainte

terre ? « Nous avons libéré la bande de Gaza, mais avons-nous reconnu Israël ? » demande le Hamas, et on connaît la réponse : « pour les Palestiniens la mort est devenue une industrie... » Déjà la Shoah n'est plus qu'un mince rempart idéologique, qui paraît avoir été un mythe odieusement fabriqué pour effacer la mémoire de la Naqba. « Tout redevient possible, tout recommence », et devant la seule nouveauté de l'histoire les « indignés » déjà ne s'émeuvent plus.

Dans ce livre magistral, Taguieff donne la leçon ultime : celle qui permet une dernière fois de reprendre ses esprits en contemplant le rêve brisé de l'Occident avant le grand soir. Parce qu'elle nous place devant l'abîme elle nous rend libres, et parce qu'elle ressemble à la vérité elle peut redonner le goût, et peut-être la force, de vivre. Jamais on n'aura été aussi bien renseigné. Le maximum que vous puissiez demander à l'histoire.

Olivier Véron



Israël peut-il survivre ? La nouvelle règle du jeu

par Michel Gurfinkiel chez Hugo et Compagnie, mars 2011

La question peut surprendre, alors que ce petit pays de 7 millions d'habitants dont 20 % d'Arabes, vient d'être admis à l'OCDE et collectionne les prix Nobel scientifiques. Mais si Israël a connu depuis sa création, en 1948, un développement humain sans équivalent, il est toujours confronté à des ennemis décidés à le « rayer de la carte » : Hamas palestinien, Hezbollah libanais, et surtout un Iran en passe d'acquérir l'arme nucléaire. Plus grave encore : un processus de délégitimation médiatique et politique qui pourrait le paralyser sur le plan militaire et l'isoler dans de nombreuses instances internationales, notamment l'Onu.

Analysant aussi bien l'arrière-plan historique que l'actualité la plus récente

(respect ou non-respect des traités internationaux, origines de la question palestinienne, problèmes des réfugiés arabes mais aussi juifs, proximité mais aussi tensions entre Jérusalem et Washington ...), Michel Gurfinkiel retrace avec une précision d'orfèvre la réalité d'un pays et d'une région du monde. Israël peut-il survivre ? est une enquête sociale, démographique, historique, politique, économique et culturelle (voire même anthropologique), qui cerne avec lucidité les enjeux complexes noués dans cette région du monde et apporte des éléments de réponse pertinents et originaux. Un livre indispensable pour déchiffrer l'actualité. Et réfléchir à une paix durable entre les civilisations.

Recherche médicale foisonnante, apartheid et liberté

Peut-on se vouer au progrès de la condition humaine et mériter la flétrissure permanente?

Voilà une nation qui concentre son énergie la plus précieuse à la recherche de très haut niveau, en particulier à la recherche médicale de pointe, celle qui s'attaque aux affections les plus cruelles des êtres humains (le cancer, les traumatismes ou les maladies dégénératives de la vieillesse). Voilà une nation qui consacre la meilleure part d'elle-même à la production de services éminents bénéficiant à toute l'humanité, et qui remporte des succès inégalés. Peut-elle être accusée en permanence d'apartheid, de pratiques criminelles collectives, peut-elle être présentée comme la première menace pour la paix, peut-elle voir son image repeinte sous les couleurs les plus diaboliques à longueur de temps ? Et bien oui, c'est possible, mais uniquement quand cette nation est celle du peuple juif.

Prenons l'exemple du congrès Biomed-Ilsi à Tel Aviv, tel qu'il est présenté par Martine Perez dans Le Figaro (du 31 mai 2011):

"L'imagination en biotechnologie n'a pas de limites: protéines chimériques pour détruire les cancers, stimulation extracrânienne contre Alzheimer, anticorps monoclonaux pour préserver le pancréas restant dans le diabète de type 1 débutant, imagerie neuronale pour évaluer les conséquences d'un traumatisme crânien... Le congrès Biomed-Ilsi qui vient de se tenir à Tel-Aviv, a permis à des centaines d'entreprises de biotechnologies, en majorité israéliennes, de présenter l'état d'avancement de leurs recherches, de séduire d'éventuels investisseurs ou de dénicher des partenariats pour mener à bien des essais cliniques."

Nous apprenons ainsi que des centaines d'entreprise de biotechnologie israéliennes sont les creusets d'une imagination débridée dans leur secteur de l'innovation médicale. Mais aussi qu'il s'agit d'une immense prise de risque consentie pour élever radicalement la qualité et l'efficacité du service rendu au malade:

"Les travaux présentés sont des pistes de recherche. Tous ne sont pas au même stade d'avancement. Certains vont révolutionner la pratique médicale et, ce faisant, offrir des royalties aux investisseurs. D'autres n'aboutiront pas. Le lancement d'une biotech est une prise de risque consenti, un gage sur l'avenir. Selon le classement de l'Institut for Management Development (IMD) qui porte sur 59 pays, Israël arrive en tête pour l'investissement en recherche et développement par tête d'habitant."

Le premier exemple est celui de Biocep, dont les travaux pourraient permettre des diagnostics très précoces du cancer, et un suivi sûr des grossesses de plus en plus tardives.

"La société Biocep basée à Safed, cité antique d'Israël, a mis au point une nouvelle technique de séparation immunomagnétique pour extraire à partir d'une prise de sang des cellules rares qui peuvent s'y trouver. Première application: le diagnostic prénatal aujourd'hui basé sur la ponction (non sans risque) de liquide amniotique dans l'utérus maternel. La de-

mande est d'autant plus forte que près de 20% des bébés naissent chez des femmes de plus de 40 ans en Europe. Les premiers résultats ont démontré la faisabilité de cette nouvelle technique sur du sang maternel dès la fin du premier trimestre de grossesse. Un essai plus large est prévu fin juin. Biocep espère aussi développer ce dispositif pour identifier des cellules souches dans le sang afin de les utiliser en thérapie cellulaire. Autre application potentielle: la détection, par simple prise de sang, de cellules cancéreuses, en vue d'établir un diagnostic ou de surveiller des patients traités."

De leur côté, les chercheurs en neurosciences de Tel Aviv pourraient avoir ouvert la voie à des progrès révolutionnaires face au fléau de l'Alzheimer :

"[Ils] ont découvert que la stimulation magnétique transcranienne externe sur plusieurs points précis, combinée à un entraînement de la mémoire et des médicaments, était plus efficace que l'entraînement et les médicaments seuls pour faire progresser les fonctions cognitives des malades d'Alzheimer."

Pour traiter le cancer, encore, la petite société israélienne Kahr invente un procédé qui ouvre des perspectives fascinantes à l'énorme Sanofi:

"La société Kahr a acheté un brevet à une université pour produire des protéines chimériques. L'une d'elles est capable de lutter contre le cancer dans un tube à essai. Elle a été produite en couplant une protéine bloquant le développement des cellules cancéreuses, avec une autre capable de les tuer. Le couple infernal ainsi formé a, semble-t-il, beaucoup intéressé des représentants de Sanofi, à la recherche de nouveaux développements thérapeutiques."

Un patron français exprime sa stupéfaction devant l'immense richesse imaginative de cette minuscule nation:

«Je suis impressionné par le foisonnement biotechnologique en Israël et de leur volonté de coopérer avec des entreprises françaises», relève Jacques Biot, patron de la société de conseil JND.

Et reposons-nous la question. Les bases culturelles de cette contribution éminente au progrès humain d'au-

Suite en page 10

Recherche médicale foisonnante, apartheid et liberté (suite)

aujourd'hui sont-elles compatibles avec l'esprit d'apartheid, avec le goût pour les crimes collectifs, ou pour le bellicisme? Bien sûr que non. Tout simplement parce que de tels succès témoignent d'un peuple qui met les valeurs de l'effort individuel et de l'ouverture sur la nouveauté au centre de son existence quotidienne. Ils témoignent aussi d'un sens unique de la démocratie et

de la liberté qui sont les conditions *sine qua non* de la créativité libérée et de la rigueur scientifique.

C'est par contre dans l'univers culturel des contemporains obsessionnels d'Israël, comme Stéphane Hessel et mille autres qui se reconnaîtront, que prospèrent les graines de la haine, du racisme et de la soumission, autant d'antidotes fatals à la créativité humaine.

On a parfois besoin d'un beaucoup plus petit que soi

La Chine recourt aux technologies israéliennes pour pallier son manque d'eau chronique

Après avoir réussi à faire « fleurir » le désert, Israël veut tenter d'en faire autant pour la Chine. Fortes d'une technologie de l'eau parmi les plus performantes du monde, notamment pour le dessalement de l'eau de mer et l'irrigation, les entreprises israéliennes avancent leurs pions sur cet énorme marché. D'ores et déjà, les plus grands groupes israéliens ont pris pied. Un exemple : IDE Technologies, coentreprise de Delek et d'Israel Chemical, respectivement leaders israéliens de l'énergie et de la chimie, a récemment conclu un contrat avec la compagnie d'électricité chinoise de la ville de Tianjin pour la construction de quatre unités de dessalement d'une capacité de 73 millions de mètres cubes par an.

Détail important, la technique utilisée permet à la fois d'obtenir de l'eau pour les résidents de cette localité de 12 millions d'habitants, mais aussi de faire fonctionner une centrale produisant de l'électricité. Pour Avahalom Felder, patron d'IDE, il s'agit d'une « avancée stratégique en Asie ». Du côté financier, les israéliens ont également affûté leur tactique. Plusieurs fonds réunissant des partenaires des deux pays ont été lancés. L'un d'entre eux, Infinity I-China, spécialisé dans la technologie de l'eau, a été constitué par Clal Industries and Investments du groupe IDB, le plus important holding israélien

avec comme allié la China Development Bank. Au total, Infinity



Group gère plus de 700 millions de dollars par l'intermédiaire de neuf fonds.

Floraison d'innovations

Le potentiel est à la hauteur des efforts entrepris. La Chine ne dispose que de 6,2 % des ressources en eau de la planète dont elle abrite 21 % de la population. La pénurie d'eau due à la pollution industrielle et à un réseau de distribution obsolète constitue l'un des défis cruciaux que l'empire du Milieu va devoir relever au cours des prochaines années. Actuellement, selon les estimations des analystes, 70 % des eaux utilisées en Chine sont impropres à la consommation ou pour la pêche. Ariel Poppel, directeur financier d'Infinity I-China, souligne que « la moitié des villes souffrent d'un manque d'eau et que la pénurie est particulièrement grave dans une centaine d'entre elles ».

En Israël, l'eau est également une

denrée rare en raison d'hivers de plus en plus secs ces dernières années. Ce handicap a toutefois été à l'origine d'une véritable floraison d'initiatives et d'innovations. Ce pays d'un peu plus de 7 millions d'habitants compte 166 entreprises spécialisées dans la technologie de l'eau dont les exportations annuelles dépassent 1,5 milliard de dollars. Mieux encore : trois des plus importantes usines de dessalement de l'eau de mer dans le monde fonctionnent

en Israël.

Ce dynamisme est accompagné par un intense travail de relations publiques. En novembre prochain, plusieurs centaines de firmes étrangères, dont un gros contingent en provenance de Chine, sont attendues à l'occasion de la Watec, la convention internationale sur les technologies de l'eau à Tel-Aviv. En attendant cet événement, l'Institut pour les exportations ainsi que le ministère de l'Industrie et du Commerce ont élaboré une stratégie spécialement conçue pour donner un coup de fouet aux exportations liées à l'eau en Chine. Un rapport commandé auprès d'Apco, une firme spécialisée dans la communication stratégique viendra soutenir cet effort.

Israël veut remédier à la pénurie d'eau de la Chine

La Tribune Pascal Lacorie 30 avril 2011 (Photo Usine de dessalement d'Ashkelon)

Occident, Turquie, et extinction des chrétiens d'Orient

Les populations chrétiennes reculent dramatiquement au Moyen-Orient, Israël excepté car leur sécurité et leur avenir y sont parfaitement assurés. Elles subissent ici des pogroms de masse caractérisés (Irak, Égypte), là des harcèlements permanents (Territoires palestiniens, Égypte, Jordanie, etc.). Plus loin, au Nigéria, au Soudan ou au Pakistan, elles vivent des épisodes de razzia, de guerre civile ou de terreur quotidienne comme en atteste le terrible sort de la Pakistanaise Asia Bibi.

Cette paysanne, mère de 5 enfants, accusée de boire l'eau d'un puits réservé aux musulmans, a été jugée pour "blasphème" et condamnée à la pendaison.

Que ce soit en Égypte, en Irak, à Gaza, c'est toujours l'islam radical, l'islam extrémisé, qui persécute ou pogromise les minorités chrétiennes, conduisant **une espèce d'immense nettoyage ethnique dans une fraction de la planète, le Dar al islam**, déjà épuré de quasiment tous ses Juifs.

Dans ce processus, on évoquera ici la situation du christianisme en Turquie, pays censément plus "civilisé" et candidat à l'Union européenne.

Il y a exactement un an (le 3 juin 2010) le chef de l'Église catholique turque, l'évêque **Luigi Padovese**, dont la mission était d'améliorer les relations entre musulmans et chrétiens pour sauver l'existence de sa communauté, était assassiné chez lui, à Iskenderun, par son chauffeur et garde du corps Murat Altun. Le meurtre présentait toutes les caractéristiques de l'exécution islamiste: l'évêque fut poignardé, puis décapité au cri de "J'ai tué le Grand Satan. Allah Akhbar!"

Les autorités voulurent nier toute intention politique ou religieuse. Elles prétendirent immédiatement que l'évêque avait été victime d'un fou isolé. La TV turque annonça qu'il ne s'agissait pas d'un musulman mais d'un converti au catholicisme. La police fit filtrer la rumeur que la victime était en fait un homosexuel, le meurtre venant en "légitime défense". Ces annonces sont caractéristiques de la justification des violences contre les minorités en terre d'islam, et elles sont invariable qu'il s'agisse d'un paysan ou du chef d'une grande Église. D'ailleurs, ni Abdullah Gül le président de la Turquie, ni Recep Tayyip Erdogan le premier ministre, ne présentèrent de condoléances.

Ce qui est aussi important de noter, c'est que Washington et l'Europe enterrèrent aussi l'affaire qui eut du mal à franchir le barrage des médias. **La politique constante de l'Occident consiste à minorer ou à dissiper les informations relatives au comportement intérieur et international des Turcs.** Il en est ainsi du génocide des Arméniens, des violences permanentes envers les communautés chrétiennes et les villages kurdes, de l'invasion et de la colonisation d'une partie de Chypre, du nettoyage ethnique des Grecs chrétiens, ou du blocus de l'Arménie. Il préfère faire de la Turquie le principal partenaire de "l'Alliance des civilisations", un projet destiné à réfuter par des actes, le "Choc des civilisations" identifié par feu

Samuel Huntington.

Dans l'affaire Padovese, **faute d'appui des puissances occidentales, le Vatican dut éviter la confrontation avec la Turquie.** Le pape prétexta un manque d'information et déclara ne pas vouloir mélanger cette tragique affaire avec la question du dialogue avec l'islam. Cependant des chrétiens de Turquie n'acceptèrent pas que les circonstances du meurtre et les motifs de ses commanditaires soient escamotés. Le successeur de Padovese, l'archevêque de Smyrne, Ruggero Franceschini, affirma que le pape avait été mal conseillé quand il avait nié les motifs politiques et religieux du crime, soulignant que le meurtrier n'était nullement un chrétien converti.

Les chrétiens sont victimes en Turquie d'un véritable programme d'extinction. Suite aux massacres d'Arméniens qui ont suivi la première guerre mondiale, les chrétiens ont presque disparu de Turquie au 20ème siècle. Il n'en reste plus que 70.000, sur une population de 77 millions. Le dernier grand pogrom frappait les Grecs d'Istanbul en 1955. Mais les violences à petite échelle contre des ecclésiastiques n'ont jamais cessé. Citons dans la période récente le meurtre d'un prêtre slovène à Izmir en février 2006, l'assassinat au poignard six mois plus tard d'un curé de 76 ans à Trébizonde, accusé de donner de l'argent à de jeunes gens pour qu'ils visitent son église. En avril 2006, trois missionnaires étaient assassinés dans le local d'une maison d'édition spécialisée dans la publication de Bibles à Malatya, ville natale d'Ali Agsa qui tira naguère des balles dans le ventre du pape Jean-Paul II. Les trois victimes furent torturées avant d'être égorgées. En janvier 2007 c'était le tour du journaliste chrétien arménien Hrant Dink.

En juin 2010, Luigi Padovese représentait un défi pour les autorités turques. Il avait contribué notablement au synode sur la renaissance du christianisme au Moyen Orient. Les documents préparatoires avaient analysé les discriminations frappant les chrétiens dans le monde islamique et conclu que le respect des droits de l'homme et de la liberté religieuse étaient essentiels au bien-être de toute société. La coexistence harmonieuse entre musulmans et chrétiens dépendait pour lui du respect de ces droits. **Sous l'influence de Padovese, les chrétiens demandaient en fait le respect de la distinction entre la sphère religieuse et la société civile, et l'égalité entre les citoyens des différentes religions.** C'était beaucoup.

Les autorités turques refusent encore de donner aux Églises un statut légal et poursuivent une politique de lent étranglement. Surtout, elles laissent se développer des sentiments antichrétiens dans la population. Dans la *Valée des Loups*, film à succès diffusé en 2006, les chrétiens et Juifs, répugnants, conspiraient et versaient le sang pour étendre "l'empire de leur Dieu". Désormais un tiers des Turcs ne veulent pas d'un chrétien comme voisin, la moitié ne veulent pas qu'ils puissent se réunir ni qu'ils exercent des fonctions publiques, même dans le système de santé.

D'après « Turkey's Christians Under Siege » John Eibner

La «gauche gauche» et les Verts embarquent dans la flottille du jihad

Ils font désormais cause commune avec une entreprise authentiquement jihadiste visant à libérer « Al Qods »

Les moustaches de Staline doivent en trembler d'aise. Il fallait entendre Clémentine Autain réciter son morceau de novlangue dénonçant le drame gazaoui sur France-Culture (2 juin 2011) pour comprendre à quel point le petit père des peuples régite les neurones du monde de la Pro Palestine gauche/verte en France.

On pourrait signaler l'indécence de cet engagement à soi-disant secourir une population gazaouie soi-disant en crise humanitaire, souffrant d'un soi-disant blocus illégal, quand l'actualité nous met sous les yeux l'horreur que vivent les Syriens ou les Libyens, ainsi que le spectre de la faim dans sa pure brutalité qui fond sur l'innombrable population égyptienne. L'indécence n'a jamais fait ciller les croisés de l'antisionisme (disons pour être plus exacts de l'antisémitisme). Mais il est intéressant de noter que les accusations, injures et philippiques qui sont leur pain quotidien obéissent aux lois intangibles de l'idéologie.

D'abord l'indifférence totale à la réalité. Que tous les indicateurs montrent que les Gazaouis vivent aussi bien que leur voisins arabes (voir tableau ci-dessous), qu'un rapport de l'UNICEF sur l'enfance dans le monde de novembre 2009 montre qu'ils vivent mieux, que des personnalités incontestables comme la directrice adjointe de la Croix Rouge à Gaza, Mathilde Redmatn, affirme **qu'il n'y a pas de crise humanitaire**, que le Hamas limite lui-même les marchandises susceptibles d'entrer à Gaza, tout cela est sans importance pour l'idéologue. Il faut seulement mordre au sang l'État d'Israël.

Et l'accuser de **violier le droit international** ! Qu'importent les stipulations du recueil des pratiques de San Remo de 1994 ou les principes de la Déclaration de Londres de 1909 sur les conflits armés et leurs déclinaisons maritimes. Qu'importe que le Hamas se déclare lui-même en guerre contre Israël, et que joignant le geste à la parole, il lance ses commandos et crible de missiles son territoire et ses civils. Qu'importe que l'ONU inscrive dans sa Charte l'article 51 confirmant le droit de se défendre comme



Clémentine Autain

premier attribut de la souveraineté. Qu'importe l'arraisonnement de navires bourrés d'armes, le Karine A, le Francop, et hier le Victoria. Qu'importe! Le doigt accusateur de Autain et de son cortège d'idéologues désigne Israël et hurle à la haine.

Ensuite le travestissement des mots. La flottille de soutien à des terroristes génocidaire devient la «flottille de la liberté», la provocation devient «une démarche pacifique». Et aux mots dépourvus de sens s'ajoutent une pluie de références ineptes et une

soumission quasiment religieuse aux ukases de la figure d'adoration palestinienne (division de Jérusalem, lignes de 1967).

Enfin, une cause commune avec le totalitarisme et le terrorisme. Le président de l'IHH turque, Bulent Yildirim, définit publiquement les objectifs de guerre sainte de la flottille «*Même si nous sacrifions des shahids (martyrs) à cette cause, nous serons du côté de la justice... Tant que la Mosquée Al-Aqsa est prise en otage, ne vous attendez pas non plus à ce que nous restions silencieux*». Et empruntant la terminologie si caractéristique du Hamas, Mme Autain proclame que « **la résistance est une vertu** ». Des mots qui ramènent à la surface ces images du sang des retraités fauchés à Netanya le soir du seder de Pessah, les corps de Tali Hatuel enceinte et de ses quatre enfants tués à bout touchant dans sa voiture, les bus et les cafés de Jérusalem criblés de débris humains, l'enlèvement de Guilad Shalit et sa détention épouvantable, les tirs de 10.000 missiles au hasard sur les civils. Mais aussi le cuisinier de Mahmoud Abbas jeté du haut d'un immeuble, les jugements exécutés par balles dans les jambes, les agressions et humiliations contre les Chrétiens, Toute la grandeur de la « résistance » à l'aune de Clémentine Autain.

Tel est le bout du chemin des idéologues. En France, ils ont acquis des positions décisives au sein des médias, d'où ils poursuivent leur œuvre d'empoisonnement. Mais il semble que l'opinion les reçoive de plus en plus mal.

Indicateurs	Gaza	Egypte	Bahreïn
Fécondité Nombre moyen d'enfants par femme	4,74	2,97	1,88
Mortalité infantile	17,12 pour mille	25,2 pour mille	10,43 pour mille
Espérance de vie Durée de vie moyenne à la nais-	112 ème pays sur 223 73,92 ans	124 ème pays sur 223 72,66 ans	52 ème pays sur 223 78,15 ans
Alphabétisation Personnes de plus de 15 ans sachant lire et écrire	92,4 %	71,4 %	86,5 %
Durée moyenne de la scolarité	14 ans	11 ans	14 ans

Années 2010 et 2011 Source: https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/wfbExt/region_mde.html

La section de Marseille de France-Israël organise un séminaire pédagogique le 19 juin 2011 sur le thème:

« Israël face à son destin, les enjeux décisifs d'aujourd'hui »

10 h Jérusalem dans les trois monothéismes Animation: Joël Guedj, historien,

11h30 Bras de fer sur Jérusalem Animation : Jean-Pierre Bensimon, président de la Section de Marseille

14 h Réfugiés palestiniens et droit au retour Animation : Charles Mayer, vice-président national de France-Israël

15h30 Agir face aux campagnes de délégitimation Animation : Josiane Sberro, vice-présidente de Primo-info

*Dimanche 19 juin, dans les locaux du Gan Ami,
19-21 Rue Aldebert, 13006 Marseille (métro Castellane)*

Pour réserver (10 € places limitées): franceisraelmarseille@gmail.com **ou** 06.16.12.67.27 **ou** 06.18.44.59.64

SECTION LOCALE DE MARSEILLE DE FRANCE-ISRAËL, ALLIANCE DU GÉNÉRAL KOENIG

La section de Marseille est l'une des sections régionales de l'association France-Israël nationale. Elle partage ses objectifs, elle les décline dans le Grand Marseille et elle collabore activement avec les instances parisiennes. Ses principaux objectifs sont les suivants:

- Défendre devant l'opinion publique l'image d'Israël et répondre aux critiques tendancieuses à son égard;
- Œuvrer pour la coopération et l'entente entre la France et Israël dans tous les domaines;
- Informer l'opinion des prises de position, des problèmes et des réalisations d'Israël.

REJOIGNEZ LA SECTION DE MARSEILLE DE FRANCE ISRAËL !

L'adhérent à la section de Marseille bénéficie de plusieurs avantages:

- Il reçoit une version papier de « Pour un autre regard sur le Proche-Orient » dès sa parution;
- Il peut participer s'il le désire aux commissions de l'association comme la commission politique, la commission formation, la commission « événements » ;
- Il reçoit périodiquement, par e-mail, les communiqués et les nouvelles importantes;
- Il a accès gratuitement aux sessions de formation (sauf PAF).

POUR REJOINDRE LA SECTION DE MARSEILLE

Nom:

Prénom:

Adresse:

.....

.....

Téléphone: _ _ _ _ _

E-mail :

Cotisation ordinaire : 30 €

Cotisation nationale : 60 €

Autres montants: Membre d'honneur : 250 €

Un Cerfa et une carte de membre de l'association sont adressés en retour

Chèques libellés à l'ordre de « France-Israël »

France-Israël Marseille BP 42 13266 Marseille cedex 08

Tél: 06 34 42 84 59 e-mail : franceisraelmarseille@gmail.com

Blog : <http://fim13.over-blog.com>

Israël reste une cible permanente des dirigeants du monde arabo-musulman

Disproportion !

Israël et le monde musulman

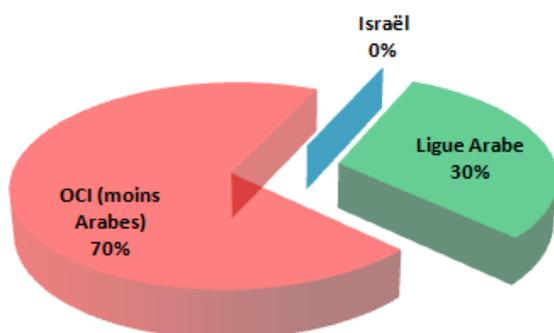


	Territoires comparés en km ²	Populations comparées en millions
Israël	22.000	7,55
Pays de la Ligue arabe	13.770.000	346,44
Pays de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI)	31.677.000	1.555,14

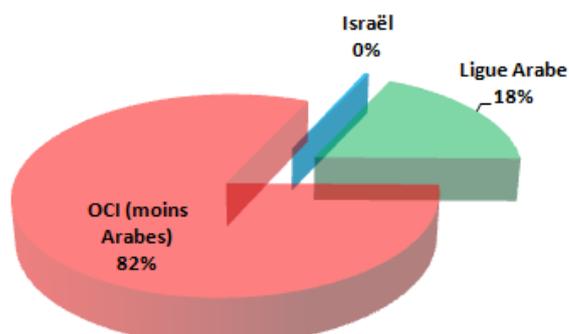
Comparaison entre Israël et le monde arabo-musulman

OCI = Organisation de la Conférence Islamique

Surface des territoires respectifs



Effectif de la population



France-Israël Marseille Section de Marseille de l'Association France-Israël, alliance du général Koenig

Directeur de la publication : Jean-Pierre Bensimon

e-mail: franceisraelmarseille@gmail.com

BP 42 13266 Marseille cedex 08

Tél: 06 34 42 84 59

Blog : <http://fim13.over-blog.com>